

Canicule en France : 5 764 morts en excès constatées pendant l'épisode de juin, selon Santé publique France

Le Monde avec AFP

5–6 minutes

Cet article vous est offert

Pour lire gratuitement cet article réservé aux abonnés, connectez-vous

[Se connecter](#)

Vous n'êtes pas inscrit sur Le Monde ?

[Inscrivez-vous gratuitement](#)

- [Planète](#)
- [Canicules et vagues de chaleur](#)

Plus de la moitié des excès de décès sont concentrés sur les journées du 25 au 27 juin, relève Santé publique France, qui note que l'épisode du 17 juin au 2 juillet a causé une surmortalité qui n'avait pas été observée depuis la canicule de 2003.





L'épisode caniculaire qu'a connu la France hexagonale du 17 juin au 2 juillet a causé une surmortalité jamais observée depuis la canicule de 2003, selon un bilan provisoire publié mercredi 22 juillet par Santé publique France. Au total, selon l'organisme public, au moins 5 764 morts en excès ont été estimées par rapport à la normale durant cette période. A titre de comparaison, l'agence sanitaire comptabilisait 5 700 décès attribuables à une exposition à la chaleur sur tout l'été 2025.

Lors de ces seize jours, plus de la moitié de ces excès de décès « *toutes causes confondues* » qu'on ne peut pas encore imputer avec certitude à la chaleur sont concentrés sur les journées du 25 au 27 juin, note Santé publique France. Et l'agence nationale de rappeler que « *cet épisode inédit, caractérisé par sa précocité, son intensité et sa durée, a exposé la quasi-totalité de la population à de très fortes chaleurs dans une période encore importante d'activités scolaires et professionnelles* ».

Fait notable, cet excès de mortalité national « *a été observé de manière inédite pour toutes les classes d'âge à partir de 15 ans* ». Les personnes âgées de 75 ans et plus constituent toutefois les deux tiers de ce bilan provisoire avec au moins 3 719 décès en excès, soit une hausse de 33,3 % par rapport à la normale. Santé publique France affirme d'ailleurs que les décès observés durant cette période « *ont augmenté pour tous les types de lieux : établissement hospitalier, domicile et Ehpad/maison de retraite* ».

Ces chiffres sont à ce stade « *non consolidés* » dans l'attente d'un bilan définitif à l'automne, mais confirment le fort impact sanitaire de cet évènement climatique, très intense sur tout le territoire puisqu'il a touché 98,5 % de la population hexagonale. L'Ile-de-France a été particulièrement affectée, la mortalité y ayant doublé par rapport à son niveau normal, avec 1 999 décès. Les régions de Corse, d'Occitanie et de Provence-Alpes-Côte-d'Azur ont en revanche été un peu moins exposées, souligne Santé publique France.

Accusations d'impréparation

A ces 5 764 décès en excès s'ajoutent les 300 morts « *toutes causes* » excédentaires recensées pendant la première canicule de cette année, du 24 au 28 mai, plus précoce mais plus brève et moins intense que celle de juin. Et le pays a enchaîné à la mi-juillet, avec un troisième épisode de fortes chaleurs, alors que l'exposition répétée à des vagues de chaleur épuise les organismes, fragilisant tout particulièrement les populations vulnérables (enfants, personnes âgées, précaires, malades chroniques...), selon les spécialistes.

Newsletter

[« Chaleur humaine »](#)

[Comment faire face au défi climatique ? Chaque semaine, nos meilleurs articles sur le sujet](#)

[S'inscrire](#)

Depuis [la publication des premiers chiffres](#), qui progressivement s'affinent, les bilans de mortalité alimentent une âpre bataille politique, [le gouvernement se voyant accusé d'impréparation par les oppositions](#). Les Ecologistes en particulier ont anticipé un bilan de 10 000 décès pour l'épisode de juin, aussitôt démenti par Matignon, tandis que le ministère de la santé récusait toute

comparaison avec la canicule de 2003, qui avait causé [une surmortalité de 70 000 personnes en Europe, dont 15 000 en France](#).

Dans son rapport, Santé publique France laisse entendre que le bilan humain de cet événement, appelé à se reproduire sur la base du changement climatique en cours, demande une meilleure anticipation des autorités. « *Ces impacts soulignent l'importance de mettre en place des mesures de gestion et de prévention pour diminuer l'impact de la chaleur sur les populations, sans attendre d'observer des impacts sanitaires* », écrit l'organisme public.

Le Monde avec AFP

[Réutiliser ce contenu](#)